vendredi 12 novembre 1976

No 564

1,50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire -No 57952

Ne jamais oublier la guerre impérialiste

La bourgeoisie impérialiste française aime a célébrer le 11 novembre 1918. Nous aussi à notre manière, nous ne devons pas oublier ce que la guerre mondiale de 1914-1918 évoque pour le prolétariat.

En 1914, en effet, les bourgeoisies impérialistes française, allemande, anglaise, russe engageaient la plus barbare des guerres de l'histoire de l'humanité : afin de réaliser un nouveau partage du monde et des profits colonialistes une poignée de profiteurs utilisait à une échelle jamais vue la chair à canon des peuples. Le plus grand appui qu'ils recurent alors dans leurs criminelles entreprises leur vint des chefs ouvriers sociaux-chauvins de l'époque qui appelérent la classe ouvrière à sou tenir leurs gouvernements bellicistes et exaltérent l'injuste querre impérialiste en la qualifiant de patriotique

Seuls Lénine et quelques authentiques marxistes révolutionnaires stigmatiserent la trahison des chefs de la 2e Internationale, La justesse de la ligne définie par Lénine qui combattit sans relache la guerre impérialiste se vérifiait à travers les souffrances innombrables que connaissaient les peuples d'Europe Ceux-ci se détournérent des chefs traitres de la 2e Internationale car ils aspiraient ardemment à la révolution prolétarienne. En Russie grace à la direction du parti bolchévique la Révolution d'Octobre 1917 triomphait ; la guerre impérialiste avait précipité le renversement du tsarisme et de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du pro-

Immédiatement les puissances impérialistes belligérantes s'affolèrent et leur principal souci devint d'écraser la jeune République soviétique. C'est ainsi que la Révolution prolétarienne en Russie et les nombreuses révoltes qui grondaient dans les pays capitalistes en guerre devinrent le facteur décisif dans la cessation de la guerre impérialiste. C'est ainsi que la révolution a conjuré la guerre.

(Suite p. 3)

Le refus de libérer quatre Corses emprisonnés

UNE GROSSIERE PROVOCATION

C'est à une grossière provocation contre les Corses et contre l'opinion democratique de notre pays que s'est livrée mercredi soir la chambre des mises en accusations de Lyon, en refusant la libération des quatre Corses détenus qui poursuivent depuis plus de vingt jours une grève de la faim et de la soif tandis qu'elle libérait le seul détenu qui n'ait pas suivi la grève de la faim.

En effet, alors que l'état de santé des quatre emprisonnés est très préoccupant et alors que le juge d'instruction Thiney avait signé une ordonnance de mise en liberté, le parquet, autrement dit le gouvernement luimême, a tait pression pour que les quatre prisonniers politiques soient maintenus en prison.

Le délit du gouvernement capitaliste est d'autant plus grand qu'il est lancé au lendemain du succès incontestable de la journée «ile morte» déclenchée en Corse, précisément pour protester contre les conditions de détention inhumaines des cinq détenus de Lyon et exiger leur libération : selon le témoignage des avocats les détenus ont été conduits contre leur gré à l'hôpital Edouard Hérriot puis à celui de l'Antiquaille, il sont été séparés et partagent leurs cellules avec les détenus qui s'alimentent, ils ont été montrés à leurs parents admis à leur rendre visite dans des cages d'un metre de large «à la façon des parcs zoologiques», et par ailleurs ils ont été placés contre leur gré sous perfusion et attachés sur leurs lits.

Ainsi la clique bourgeoise au pouvoir persiste-t-elle dans son idée folle de vouloir

contraindre la Corse revoltée par l'accroissement de la répression : rappellons à ce sujet que l'arrestation de 17 Corses au lendemain du plasticage du Boeing d'Ajaccio constituait déjà une provocation puisque une nouvelle fois le gouvernement était même incapable de prouver la responsabilité des personnes arrêtées. Aussi faut-il appeler les choses par teur nom : les arrestations multiples et les brimades contre les quatre détenus actuels sont purement et simplement des représailles dans le style d'un pouvoir fasciste. Du remps de l'ancien régime, la monarchie n'agissait pas autrement pour retarder sa fin, en vain, car elle ne fit au contraire que hâter la révolution.

La bourgeoisie se trompe lourdement si elle pense réduire par la violence contrerévolutionnaire l'indignation de la population corse durement touchée par les conséquences de la crise économique capitaliste et par l'oppression du pouvoir central réactionnaire. En fait elle craint que la colère et la détermination des Corses ne fasse tache d'huile : combien de paysans victimes de la sécheresse et combien d'ouvriers, notamment dans les citadelles ouvrières que sont Renault, Peugeot, n'ont pas déjà évoqué l'exemple

En Corse, c'est toute une population unie que l'État subordonné au capital monopoleur, trouve en face de lui ; mardi tous les chantiers publics de construction, tous les commerces, l'enseignement, les administrations, tout était fermé.

Il est indispensable d'exiger la libération des quatre Corses encore détenus, l'arrêt de toute poursuite. Il est

indispensable de soutenir le mouvement de la population corse contre l'ennemi fondamental de la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et de tous les travailleurs de notre pays, la bourgeoisie capitaliste et son Etat. Une certaine conception de l'enseignement supérieur

Saunier-Seïté : «Qui aime bien, châtie bien» !

Seité clôturait mercredi soir une interview à la télé dans laquelle elle expliquait que s'il y avait des problémes à l'université, c'était à cause de la démission des «adultes» et en particulier des enseignants. La bourgeoisie au pouvoir a indiscutablement trouvé en Saunier un ministre de choc. Tour à tour, elle fustige les jeunes, les irresponsables, puis les adultes qui démissionnent de leur responsabilité. Elle supprime d'un coup les «sacro-saintes» subventions aux pseudo-syndicats étudiants, elle s'en prend même directement aux députés révisionnistes en leur reprochant «d'allumer des incendies»

En fait, que veut dire tout cela ? Qu'est-ce qu'il se passe à l'université ? Pour analyser ce qui se passe à l'université il faut tenii compte de deux aspects du problème :

- depuis quelques années, les luttes étudiantes ont pris dans de nombreuses occasions un aspect très nettement anticapitaliste. Ceci peut s'expliquer par plusieurs raisons : tout d'abord le nombre d'étudiants en France a considérablement augmenté depuis une douzaine d'années, et, en même temps que ce nombre augmentait il s'est produit une modifiction au niveau du recrutement social des étudiants. De plus en plus d'enfants des classes moyennes ou pauvres ont pu accèder à l'université, pas en très grand nombre bien sür, mais en proportion néammoins appréciable, surtout dans certaines facultés, celles que I'on appelle maintenant facs dépotoirs : Lettres et Scien-

(Suite p. 3)

UN VOTE HISTORIQUE

L'ONU et l'Afrique du Sud

Par 108 voix contre 11 et 22 abstentions l'Assemblée générale de l'organisation des Nations-unies vient de décider qu'elle ne reconnaîtrait plus l'État raciste d'Afrique du Sud et de proclamer l'illégitimité de son gouvernement. Celui-ci , précise-t-elle «n'a aucun droit à réprésenter le peuple sud-africain». En outre cette résolution «réaffirme que les mouvements de libération nationale reconnus par l'organisation de l'unité africaine : l'African National Congress (ANC) d'afrique du sud et le Pan african congress(PAC) sont les représentants authentiques de l'immense majorité de la population sud-africaine» et «réaffirme la légitimité de la lutte que mêne, par tous les moyens possibles, le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération pour s'emparer du pouvoir et exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.»

En fait, au-delà d'une simple condamnation du régime raciste de Vorster, l'Assemblée générale de l'ONU, par une série de votes, a pris des mesures qui font que celui se retrouve plus que jamais au ban des nations et que ses derniers soutiens impérialistes sont démasqués et vivement critiqués par les peuples du monde entier.

Réunion des ressortissants chinois en France

à l'occasion de la nomination de Houa Kouo-feng

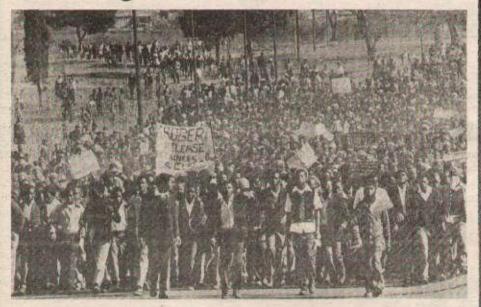
Plus de 1 100 ressortissants chinois en France ont organisé le 30 octobre à Paris un rassemblement pour acclamer chaleureusement la nomination du camarade Houa Kouo-teng aux postes de président du Comité central du Parti communiste chinois et de la Commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois, pour saluer la grande victoire remportée dans l'écrasement de la clique antiparti Wang Hong-wen -Tchang Tchoueng-Kiao -Kiang Tsing - Yao Wenyuan qui complotait d'usurper le pouvoir du parti et de

(suite p.2)

le monde en marche

Azanie

Les racistes de Vorster tentent de faire régner la terreur à Soweto



Soweto: manifestation pour la libération des emprisonnés

Le gouvernement fasciste de Vorster est aux abois. Face à la montée des luttes du peuple azanien, il ne lui reste plus qu'une solution : le meurtre, la terreur, l'intimidation. C'est ainsi qu'il se livre, dans les quartiers noirs de la périphérie de Johannesbourg à des opérations policières de grande envergure dont la brutalité et la sauvagerie n'ont pour hut que de tenter d'enrayer la levée des masses africaines.

Ce sont les jeunes noirs, étudiants et travailleurs, qui étaient particulièrement visés lundi dernier à Gilando-Ouest, quartier de Soweto. Les habitations de ce quartier ayant été fouillées, maison par maison, la police arrêtait systématiquement tous les jeunes noirs qu'elle estimait «en situation irrégulière»...

Ce sont plusieurs centaines de personnes qui ont été emmenées de force après avoir été jetées à terre et matraquées. On est depuis sans nouvelle d'elles, comme des très nombreux prisonniers politiques enfermés dans les camps du criminel Vorster.

REUNION DES RESSORTISSANTS CHINOIS EN FRANCE A L'OCCASION DE LA NOMINATION DE HOUA KOUO FENG

(suite de la page une)

Au-dessus de la tribune, étaient placés le portrait géant du président Mao, Tsé-toung, grand dirigeant et éducateur bien aimé ainsi qu'un drapeau rouge à cinq étoiles.

Yan Yue, chef de l'Association des ressortissants chinois en France, et d'autres responsables de celleci, ont assisté au rassemblement.

Tsang Pi-chan a pris la parole au rassemblement, Il a dit :

«Aujourd'hui, les nombreux chinois d'outremer en France, les amis qui s'intéressent à la Chine et aiment la Chine se réunissent ici pour acclamer chafeureusement la nomination du camarade Houa Kouofeng aux postes de président du Comité central du Parti communiste chinois et de la Commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois et pour acclamer la grande victoire re remportée dans l'écrasement de la clique antiparti Wang Hong-wen - Tchang Tchoueng kiao - Kiang Tsing — Yao Wen yuan qui complotait d'usurper le pouvoir du Parti et de l'Etat. Nous, chinois d'outre-mer patriotes résidant en France, devons, de concert avec le peuple de toutes les nationalités du pays, acclamer chaleureusement cet heureux évènement dans la vie politique du peuple chipois l'a damentaux et les aspirations communes de tout le parti, de toute l'armée et du peuple de toutes les nationalités, dans l'écrasement de la clique antiparti Wang-mes monstrueux commis pay la clique antiparti Wang-

Tchang Pi-chan a dit : «Nous sommes convaincus que sous la direction du Comité central du Parti avant à sa tête le président Houa Kouo-feng, notre cause socialiste sera de jour en jour plus prospère, » Un Certain nombre de représentants des ressortissants chinois ont ensuite pris la parole pour acclamer chaleureusement la grande victoire remportée par le Comité central du Parti ayant à sa tête le président. Houa Kouo-feng, fidèle à la volonté du président Mao et représentant les intérêts fon-

tions communes de tout le parti, de toute l'armée et du peuple de toutes les natiola clique antiparti Wangusurper le pouvoir au sein de parti et de l'État. Ils ont dénoncé avec force les cripar la clique antiparti Wangtchang-Kiang-Yao et affirmé que les ressortissants chinois patriotes en France soutiennent résolument au même titre que la population de la patrie, le président Houa Kouo-feng et expriment leur confiance dans le Comité central du parti ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng.

Un responsable de l'Association des ressortissants chinois en France, Lieou Yeou-fa, a ensuite donnélecture du message de télicitations adressé par tous les ressortissants chinois patriotes au Comité central du Parti communiste chinois.

PÉKIN INFORMATION 1 an - 52 Nos - 21,00 F

OUA : CONDAMNATION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Dans une interview accordée à Radio France international, William Eteki Mboumoua, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine, a évoqué différentes luttes et conflits qui se mênent actuellement sur le continent africain et a donné l'appréciation de l'OUA sur ces problèmes.

Au sujet du Zimbabwe, il a notamment déclaré que l'essentiel était que le pouvoir appartienne à la majorité noire et que les divergences entre les différents mouvements devraient être réglées par la suite à l'intérieur du pays une fois celui-ci libéré.

En ce qui concerne le Sahara occidental, M. Mboumous a estimé que le conflit était très préoccupant et il a rappelé la résolution de juillet dernier sur la convocation d'une session extraordinaire de l'OUA afin de débattre de ce problème entre pays africains.

Pour ce qui est des colonies de l'impérialisme français que sont encore Mayotte et le Territoire «Français» des Afars et des Issas, il a réaffirmé que l'OUA exigeaît l'indépendance de ces territoires et soutenait l'indépendance de Djibouti, ainsi que la non-partition des Comores.

«Notre action au niveau international, a dit M. Mboumoua, n'a pour but que d'aboutir au recouvrement de l'unité de cet archipel»:

ONU

UN VOTE HISTORIQUE

Le gouvernement d'Afrique du Sud mis au ban des nations

Suite de la p. 1.

C'est en tout 9 résolutions qui ont été votées le 9 novembre à l'ONU En plus de la résolution proclamant l'illègitimité de l'État raciste de Voster, elles concernent

 un appel à des contributions aux fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour une aide aux victimes de l'apartheid

 un appel à la solidarité internationale avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et l'exigence de leur libération immédiate

la condamnation énergique «de la collaboration continue et croissante d'Israél avec le régime raciste d'Afrique du Sud considéré comme une violation flagrante des résolutions de l'ONU et un encouragement au régime raciste sud-africain à poursuivre sa politique criminelle»

 l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans le sport

une résolution concernant la collaboration économique avec l'Afrique du Sud «condamnant énergiquement l'action des États» et intérêts étrangers économiques et autres, y compris des sociétés transnationales qui continuent à collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud et leur demandant de cesser immédiatement cette collaboration

 une demande au conseil de sécurité pour qu'il «envisage des mesures visant à empêcher que de nouveaux investissements soient effectués en Afrique du Sud»

 l'élaboration d'un programme d'action contre l'apartheid avec, notamment les convocations en 1977 d'une conférence mondiale contre l'apartheid et d'une conférence internationale des syndicats contre l'apartheid

la création, enfin, d'un prix qui sera décerné aux personnes qui auront le plus contribué, de par leur action, à la campagne internationale contre les racistes.

PAS D'ARMES POUR LES RACISTES!

De plus, une résolution a été votée pour demander au conseil de sécurité de l'ONU de décreter un embargo obligatoire sur les fournitures d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Les fournisseurs d'armes et «alliés traditionnels» de Vorster que sont les USA, la France, Israel, le Japon, la RFA et la Grande-Bretagne sont explicitement condamnés dans cette résolution.

Par ailleurs, les USA, la France et la Grande-Bretaque sont accusés d'avoir fait un usage abusif de leur droit de veto, empéchant ainsi l'adoption des mesures d'embargo strictes à l'égard de l'Afrique du Sud.

Vorster et ses alliés impérialistes se retrouvent aujourd'hui isolés au niveau international et tous les antiimpérialistes s'en réjouissent. C'est cependant la lutte du peuple azanien, comptant principalement sur ses propres forces, qui viendra à bout de ce régime pourri qui ne peut plus se maintenir qu'en faisant régner une sanglante dictature sur les masses africaines qu'il exploite. A n'en pas douter d'autres ennemis, plus sournois, essaieront de dévoyer la lutte du peuple pour leurs intérêts impérialistes, mais nous sommes surs que le peuple azanien, fort de son expérience de lutte, saura déjouer leurs plans et se liberer définitivement du joug impérialiste.

Des balles de caoutchouc contre les manifestants

En Espagne, lundi 8 novembre, la police franquiste a agressé de manière très brutale une réunion que tenaient 2 000 grévistes du bătiment, près de Bilbao, faisant usage de ses armes à feu. De très nombreux grévistes ont été atteints par des balles en caoutchouc et souffrent de contusions sérieuses. 14 d'entre eux ont été blessés gravement. On peut rappeler, à ce sujet, que les balles en caoutchouc, loin d'être des gadgets inoffensifs comme voudrait nous le faire croire la bourgeoisie, sont des armes dangereuses et le dernier cri de la lutte «antisubversive». Récemment encore, un jeune manifestant a été tué par



Jeune Irlandais blessé au visage par une balle de cuoutchoue.

une de ces balles en Irlande où leur utilisation est courante, comme aux Etats-Unis ou elles sont utilisées contre les manifestations des Afro-américains.

nouvelles intérieures

Avant les élections législatives partielles de dimanche

LES ANGOISSES DE MARCHAIS

Après la nouvelle détaite électorale que le PCF a essuyé le week-end dernier dans la Haute-Loire, les dirigeants révisionnistes préparent le terrain à de nouveaux déboires pour les élections législatives partielles qui auront lieu dimanche dans six circonscriptions.

A l'issue de la réunion du Comité Central du PCF, à Ivry, Marchais a en effet parlé «d'une opération visant à défavoriser le Parti communiste et à fausser l'expression du suffrage universel». Il a ajouté : «tout a été mis en oeuvre pour empêcher les candidats communistes d'obtenir un score possible ... On tente de faire croire qu'il y a un face à

Après la nouvelle défaite face entre le candidat de la ectorale que le PCF a droite et celui du Parti socuyé le week-end dernier cialiste. Cela est injurieux ns la Haute-Loire, les pour le suffrage universel.»

> Tout cela ressemble fort à une préparation des esprits des membres du PCF en prévision de nouveaux échecs dimanche prochain.

> Marchais compte ainsi pouvoir les expliquer par les «injustices» commises par le gouvernement et les moyens d'information à son égard. C'est déjà ce qu'il a fait pour tenter d'expliquer le fiasco de la Haute-Loire.

Pourtant, on peut constater qu'à longueur d'année les antennes de la radio et

de la télévision bourgeoises sont largement utilisées par les dirigeants du PCF pour y faire de la propagande. Il est vrai que les dirigeants du PCF et notamment Marchais, doivent attendre avec angoisse ces élections. Marchais a mis en oeuvre la tactique issue du 22ème Congrès du PCF dans l'espoir qu'elle permettrait de stopper les reculs électoraux du PCF au profit du PS Jusqu'à maintenant ses espoirs ont été loin de se réa-

Si cela devait se confirmer, il est probable que les contradictions entre dirigeants du PCF ne manqueraient pas de se développer. L'échec est source de conflits. Une certaine conception de l'enseignement supérieur

Saunier Seïté : «Qui aime bien, châtie bien» !

(suite de la page une)

Cette situation fait que la bourgeoisie qui par ailleurs a retiré ses enfants de l'université pour les mettre dans les grandes Écoles (ou en médecine, cas légèrement à part) se retrouve avec une université qui ne remplis plus le rôle pour laquelle elle avait été créé; former les futurs cadres du pouvoir capitaliste.

Elle ne le remplit plus car une bonne partie des étudiants, qui ne sont plus issus directement de la bourgeoisie, ne veulent plus être les futurs chiens de garde du capital.

De plus, la crise générale, économique et idéologique qui mine tout le système capitaliste a des des réperçussions inévitables sur l'université.

Des couches d'étudiants, d'origine petite-bourgeoise, devant la perspective de devenir des chômeurs diplômés prennent aujourd'hui conscience de ce qu'est l'exploitation capitaliste et sont souvent prêt à prendre une position offensive, même si l'ennemi n'est pas toujours très clair pour eux. Tous ces éléments font que le mouvement de grève de 1976, même si de par son isolement vis à vis de la classe ouvrière (soigneusement entretenu par les révisionnistes) il n'a pas pu avoir l'ampleur de Mai 1968, a été par bien des aspects au moins aussi positif. La preuve en est la reprise à leur compte par les masses étudiantes du mot d'ordre «Ni chômeur, ni cadre du capital». Mot d'ordre profondément politique et profondément anticapitaliste.

Un autre élément qui permet d'analyser ce qui se passe actuellement à l'université, c'est la mainmise des révisionnistes du PCF sur cette partie de pouvoir d'État qu'est l'université.

Il n'y a certainement pas d'autre secteur du pouvoir de l'État bourgeois qu'ils contrôlent si bien et qu'ils gèrent avec tant de zè-

le (il faut bien s'entrainer..) Ainsi le SNES-Snup, syndicat quasi-hégémonique chez les enseignants du supérieur est directement à la botte du PCF, et la pratique veut que les décisions concernant les UER (unité d'enseignement et recherche) se prennent en réunion du SNES-Sup. On ne compte plus les universités dont les présidents sont soit des membres du PCF, soit des gens qu'ils ont mis là tout en sachant qu'ils peuvent en faire ce qu'ils veulent.

Par la commission scientifique chargé de désigner, sur dossier, les gens «aptes» ou non à enseigner dans l'enseignement supérieur, et qu'ils contrôlent, ce sont, en fait, eux qui font l'embauche et il est en pratique impossible d'être ouvertement antirévisionniste et postulant a un poste à l'université car cette chasse au

sorcière dont ils prétendent être victimes, en fait, ce sont eux qui l'exercent.

On pourrait également parler de divers organismes dépendant des universités et qu'ils contrôlent comme par exemple, les services chargés de la Formation continue, services qui fonctionnent exactement comme les entreprises privées capitalistes de formation mais qui bénéficient sur elles, au niveau de la concurrence, du soutien des directions révisionnistes des syndicats CGT (sans ça, au niveau du contenu, c'est du pareil au même). On voit donc, à partir de ces quelques exemples, la pénétration de l'emprise révisionniste dans l'ensemble des structures de l'université.

On voit donc qu'il existe une double contradiction aujourd'hui à l'université ;

 une contradiction entre clans de la bourgeoisie, la bourgeoisie au pouvoir ne pouvant admettre que s'étende encore cette mainmise révisionniste.

 une contradiction entre les forces anticapitalistes regroupant des étudiants, des personnels et des enseignants et la bourgeoisie dans son ensemble, quelque soit son aspect.

Face à ces deux contrdictions qu'elle n'est pas en mesure de résoudre, il semble que la bourgeoisie au pouvoir ait choisi la solution qui lui parait la plus simple, étouffer par tous les moyens (suppression de crédits, de postes, de diplômes) l'université pour en faire une série d'écoles professionnelles dont les étudiants seront directement utilisables par le capital à des postes sous-qualifiés comme c'est déjà le cas des IUT techniques dont 30 % des diplômés sont embauchés comme OS ou OP1.

Mais si elle compte ainsi brisé l'élan de lutte de la jeunesse, elle se trompe, la lutte des IUT l'an dernier l'a montrée et rien ne pourra empêcher une partie importante du mouvement étudiant de continuer à lutter contre le système capitaliste et de se trouver, le jour venu, dans le camp de la révolution, sous la direction de la classe ouvrière.

Ces cadres que les dirigeants de la CGT et du PCF voudraient s'attacher...!

Voici une lettre confidentielle adressée à «quelques» dirigeants de la société Ratier-Forest-GSP par les sections syndicales CGC de Figeac et de Capdenac. En clair, les cadres demandent l'intervention des CRS en cas de lutte des travailleurs pour s'opposer aux 265 licenciements de Figeac. Il faut se rappeler que ces mêmes cadres, (soutenus par le PCF), avaient en 1973 pris des barres de fer contre les travailleurs de Capdenac qui occupaient l'usine, luttant pour des augmentations uniformes, en particulier. D'aurtre part, la section syndicale CGC faisait partie de l'intersyndicale, à*Figeac, avec la CGT et la CFDT.

Ceci montre bien que les travailleurs ne doivent se faire aucune illusion sur la nature des cadres, même si, apparemment ils «luttent» aux côtés des travailleurs (et en coulisses appellent les CRS) !

Sections Sectionles 0.3.0. Distance Advanceines Distance Machines-Cuttle PICKAC, le to Ontchre 1976

you le 12/10/76

CONCLINEDIN

Modeler BOTHEROT DIRECTE GENERAL Société RATTAR-ACREM 16, mas de la Péix 75 002 - PARIS

Monaisur le Directeur Général,

Le personnel d'ancadrerent des daux divisions de la Société RATISE-PURSES tient à vous negurer és l'attrobement qu'il porte à l'outil de travail représenté par les urices de FISSAS et de CAPDEBAC.

Le situation notable tend à l'il désontrer que l'une des solutions aux profilème prisontrés repose sur una continuité de son travail, quelles res octent les nirecentances, afin de faire très dess' coute le nevere du coestble à res resconsbilités.

Cogendant, et mur immossible, l'amil de trevail veneit à être 'auché nur une action prémendante de nos volontés, bour nosmidérons su'il vois espartientes d'en endancer l'entière rangement i'el et de partes tout en ocurre, afin our nous paissions l'aresent avoir soche à nos lieux de travail.

Une récente expérience véoc sur la Division Machine-Dutils nous portr en effet à creire sur, use fois de plus, il pourrait appartent en personnel d'eccapirenont de foor voire rêle et de préserver l'intégrité du votre Entreorise.

Rous no pourrous voin suivre dans cotts vois qui a déjà conduit ear le raceé à un effectierent cavert entre le personnel cuvriur et le rereonnel d'encafrerent de la Bivision Foctines-Outlie.

Rous tenons à voie insurer to ce sue nous écreme.

Comm nous l'expant toujours des, discusés à mider du mient parent le la bunne month de poter Boulet.

Hous tenons à voir arminer to ce die nous tempre comma nous l'avent toujours def, dincasée à nider du mireir acceptule la branc morant de notre focciéré. Neus le prouverons e'il en est basoin, rain nous ne provense, com des raissus évidentes, jour en plus aut un nous est per dévolu.

Rous vous retons d'emple Timinate.

Général, l'expression de non mentionet Timinate.

1 P.J - F.P.F. - W PTO - DU GAP - DU TM

Ne jamais oublier la guerre impérialiste

Suite de la p. 1.

A la guerre impérialiste succéda une paix impérialiste qui permettait aux «vainqueurs» de mettre à genoux les pays vaincus et de les piller : la paix impérialiste annoncée par le 11 novembre 1918 ne faisait que préparer une nouvelle guerre impérialiste, comme l'avait prévu Lénine.

Les peuples d'Europe qui ont connu deux grandes guerres impérialistes ne doivent pas oublier les leçons de l'histoire.

Aujourd'hui nous sommes toujours à l'époque de l'impérialisme et de la révolution proletarienne, c'est pourquoi une nouvelle guerre impérialiste est absolument inévitable. Cependant les puissances impérialistes qui constituent aujourd'hui le foyer d'une nouvelle guerre ont change avec le rapport de forces entre les divers pays impérialistes. Aujourd'hui ce sont essentiellement les deux superpuissances qui se disputent l'hégémonie mondiale et qui préparent une guerre de repartage du monde dont l'Europe une nouvelle fois est l'enjeu clé. Les gouvernements impérialistes des pays europeens pour leur part pratiquent une politique d'incittion à la querre impérialiste par leur complaisance, leur laisser-faire et leur esprit munichois à l'égard des deux superpuissances, notamment à l'égard de la plus offensive et la plus dangereuse, le social-impérialisme soviétique. Quant aux chefs ouvriers traitres à la classe ouvrière, les Marchais, Séguy et Cie, tout comme leurs prédécesseurs de la 2e Internationale, ils se font les apôtres de la guerre impérialiste en l'avorisant les visées hégémoniques du social-impérialisme russe dont ils masquent délibérément les préparatifs agressifs. Une chose est certaine, c'est que si forts que puissent apparaitre ces agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et agents du social-impérialisme russe dans le pays, ils sont balayés.

A l'opposé, il est certain que les marxistes-léninistes sauraient mettre à profit une nouvelle guerre impérialiste pour conduire la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les larges masses populaires au renversement de la dictature de la bourgeoisie et à l'instauration par la lutte aimée de la dictature du prolétariat.

La querre impérialiste absolument inévitable tant qu'existe l'impérialisme, est une manifestation du pourrissement du capitalisme parvenu à son stade suprême, elle accélere inévitablement l'heure de la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, les facteurs de la guerre et de la révolution grandissent en même temps. En brandissant le drapeau de la lutte contre la guerre impérialiste et la libération sociale, les partis marxistesléninistes constituent la seule force consequente dans la lutte contre les deux superpuissances et contre le systéme capitaliste en pleine décrépitude:



POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

Il ne faut pas s'arrêter de parier plus de 10 secondes;



Entretien avec un travailleur de Lip

CONTRE LES LICENCIEMENTS AU SEUIL DU 7e MOIS DE LUTTE

Nous terminons aujourd'hui la publication, commencée dans notre édition du 10 novembre, du compte-rendu d'un entretien que l'un de nos correspondants a eu avec un travailleur de Lip. La lutte des Lip reste à bien des égards exemplaire, même si nous considérons pour notre part qu'elle comporte certaines insuffisances. Elle est en tout cas pleine d'enseignements, y compris par le fait même qu'elle permet de reconnaître un certain nombre de points faibles, et donc d'y parer pour l'avenir d'autres luttes.

Au nombre de ces points faibles nous rangeons ce à quoi fait référence le travailleur en fin de son interview : la peur chez les animateurs de la lutte d'avoir à affronter ouvertement, sur la place publique, les révisionnistes. Quels que soient les prétextes invoqués pour la justifier, cette peur est le reflet de conceptions erronées qui existent encore aujourd'hui chez la plupart des travailleurs et qui consistent à ne pas reconnaître le caractère de classe bourgeois du révisionnisme.

Cette peur dont parle ici le travailleur de Lip nous rappelle utilement qu'il ne faut pas confondre la prise de conscience politique de la classe ouvrière quant à la nature bourgeoise du révisionnisme, qui aujourd'hui encore n'est le fait que d'une petite frange de la classe ouvrière, et la révolte spontanée qu'entrainent chez un nombre beaucoup plus important de travailleurs telles ou telles pratiques des révisionnistes.

Comment fonctionnent les différentes commissions ? (*)

«Il y en a plus d'une

»la commission "coordination des luttes" bien sûr qui s'occupe de prendre contact avec les 250 entreprises qui sont actuellement dans la même situation que

»Une commission chômeurs qui fonctionne à l'ANPE pour accueillir les autres chômeurs. Elle dénonce les emplois bidon. Elle vérifie les conditions de réemploi car souvent les conditions ne sont pas celles annoncées par l'ANPE... II y a un certain soutien de la part des employés de L'ANPE.

»Diverses commissions de popularisation fonctionnent aussi : commission "assiettes décorées", une dizaine de modèles illustrés sur les luttes en France ; commission couture ; commission jeu, qui a mis au point le "chômage-poly", ça s'inspire du monopoly, mais if n'y a pas d'argent et

les joueurs ne jouent pas les uns contre les autres...

»A signaler que la fabrication de ce jeu provient de la coopération entre plusieurs usines en lutte : la SCPC de Clermont Ferrand qui fournit la matière plastique, la menuiserie SITRAB de Remiremont (Vosges) qui a fabriqué des boites en bois avec l'aide d'une équipe de Lip spécialement venue là, la CIP-Bailleul qui fabrique des sacs pour les pions, Un collectif d'imprimeurs LISA de Dijon Inon en luttel a été mis à contribution ainsi que des caricaturistes pour les dessins à la "Chailiehebdo". Je pense d'ailleurs qu'il aurait été mieux que les dessins soient réalisés et discutés par les travailleurs eux-mêmes. Le jeu qui va bientôt sortir rencontre un gros succès et les commandes arrivent tant de sections syndicales CFDT que d'éducateurs ou d'enseignants ou encore de particuliers.

»A signaler une commission-presse et la sortie jusqu'à présent de 4 numéros de "Lin Unité"

»D'autres commissions 6 novembre...

»Il y a également une commission santé qui, avec les 50 chercheurs de Lip et

Lip?

«Elle ne fait pas grandchose, et c'est plutôt du sabotage. Par exemple, la CGT a accepté de participer aux équipes de 5 - une centaine d'équipes, comme je l'ai déjà dit - pour le fonctionnement, pour le restaurant, le balayage, les gardes de jour et de nuit. Pourtant, plusieurs fois, ils n'ont

sont spécialement orientées vers la production : service après-vente, réporation, fabrication de pendulettes vendues 80 ou 100 F, fabrication de montres à quartz, La CGC ne veut pas entendre parler encore de vente sauvage, ces montres ont donc été mises comma prix d'une tombola pour la journée "Portes-ouvertes" du

divers médecins, met au point des instruments médicaux miniaturisés ; prise de tension, rein artificiel, lentilles optiques, etc.» Quel rôle joue la CGT à

> alors qu'ils avaient été désignés par le tirage au sort. »Une autre fois un tract intersyndical avait été mis

au point avec leur accord. Le lendemain, sans doute sur ordre d'en haut, ils viennent annoncer qu'ils ne sont plus d'accord.

»Nous avons aussi organisé en septembre trois manifestations successives devant l'ANPE pour obtenir de pointer soit à l'usine, soit au siège de l'ANPE en plein centre de Besançon, alors qu'ils nous font pointer dans un petit local bien à l'écart. La première de 300 à 400 personnes s'est heur tée à un barrage de flics déjà prévenus et qui protégeaient l'ANPE, courte bagarre. La seconde manifestation a été décidée par surprise en assemblée générale pour empêcher de nouvelle fuites. Elle a été organisée sur le champ. L'ANPE a pu être occupée pendant une matinée, Pour la troisième manif, la CGT, sans même prévenir l'intersyndicale, arrive -avec un tract pour dénoncer "l'aven-

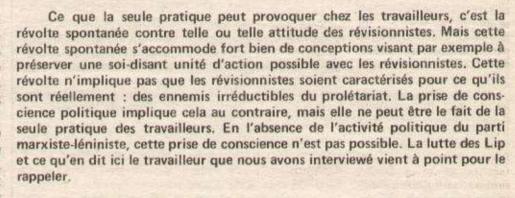
pas participé aux gardes turisme". Celà a créé un certain désarroi, et certains ont pointé individuellement. Le résultat, c'est que nous avons été obligés d'accepter le pointage à l'écart.

»Il y a une quarantaine de syndiqués CGT seule ment, mais cela ne justifie pas la passivité ou le sabotage de la CGT, qui est largement discréditée à Lip.

»Ca n'a pas empêché un représentant CGT de faire des déclarations "dures" à la conférence de presse du 6 novembre pour donner

l'impression d'être : "à la tête des luttes" à Lip. Les animateurs de la futte préférent, parait-il, faire le silence là-dessus pour préserver à tout prix une apparence d'unité syndicale, et pour éviter une campagne de calomnies contre Lip.»

(*) Dans on paragraphs of dans ce paragraphe seulement, des petites coupures ont été faites pour des raisons de longueur de l'article. Il s'agissait de petites précision de détail dont nous pensons qu'elles ne changent en rien les conceptions du travailleur de Lip qui parle.



Engagée depuis plus de six mois, la lutte des Lip contre leur licenciement collectif vient de connaître un grand succès en la tenue d'une opération «Portes-ouvertes» le 6 novembre dernier : plus de 10 000 personnes y ont pariticipé. Cette journée a fait échec en partie à la volonté nettement marquée de la bourgeoisie - tant du patronat que des révisionnistes - de dresser un mur du silence autour de la lutte des Lip. La bourgeoisie, y compris sa composante révisionniste, mise en effet sur le pourrissement sans bruit de cette lutte. Raison de plus, pour nous, de travailler à la faire connaître et à la soutenir.



Lors de la journée «Portes-ouvertes» du 6 novembre, le stand des travailleurs de Réhault où ils vendent directement ce qu'ils ont produit pendant la grève (photo correspondant HR).

USINE

Sur le parking devant l'usine, des mécanos de Peugeot réparent gratuitement des voitures le 6 novembre (photo correspondant HR).

TOURNON ARDECHE 5e SEMAINE DE GREVE AUX FUSILS SEMM

Aux Fusils, la direction refuse toujours de discuter avec les grévistes. Devant cette attitude, les guyriers ont durci leur mouvement.

Ils occupent l'isine et ont coupé l'électricité bloquant ainsi toute production, même celle des «matières grises» des employés de bureau et des cadres qui ont toujours refusé d'entrer en lutte.

Le patron des Fusils prépare bien sûr un mauvais coup et a tenté de faire signer une pétition qui n'a récolté que dix signatures de non-grévistes.

Le moral des ouvriers est toujours à la lutte, même si un seul parmi eux a repris le boulot lundi dernier (un délégué CGT).



la France des luttes

POURQUOI LA CFDT NE PARTICIPE PAS A LA JOURNEE D'ACTION CGT

Le vendredi 5 la CFDT tenait une conférence de presse pour présenter des initiatives qu'elle se propose de prendre, mais en fait pour s'expliquer sur sa non participation à la journée d'action CGT.

Selon E. Maire, la raison en est que les conditions d'une mobilisation de masse n'étaient pas réunies, aux yeux de la CFDT, et qu'une session parlementaire traitant de ces problèmes ne suffisait pas pour justifier une action limitée à «des délégations de militants».

C'est donc deux conception de la mobilisation que la direction confédérale cédétiste a opposé et non les objectifs qui en effet, sont bien les mêmes : Maire aussi bien que Séguy est décidé à attacher le syndicat qu'il dirige au char de l'Union de la gauche. Mais la réalité, la cause réelle de ce refus, c'est l'opposition de plus en plus forte de la base aux journées d'action bidon placées dans la perspective des prochaines législatives et développées sur le terrain électoraliste qu'elles soient ou non mas-

En avant l'air de prendre ses distances vis-à-vis des partis, la direction confédérale prend en compte la volonté de lutte classe contre classe des travailleurs tout en gardant comme perspective de l'aire de cette combativité une force d'appoint à la bourgeoisie de «gauche»,

D'ailleurs E. Maire n'a pas caché que la campagne actuelle menée par les dirigeants de la CGT contre la CFDT (qualifiée «d'organisation par nature réformiste», «mettant toujours des bâtons dans les roues pour l'action») n'était pas un obstacles à l'unité entre ces traitres à la classe ouvrière.

Le seul obstacle est bien celui des travailleurs de plus en plus nombreux à voir dans le l'rogramme commun un programme de sauvetage du capitalisme, dans le PC, un parti décidé à mettre la classe ouvrière sous sa botte et à la doter d'un encadrement de type fasciste et dans le PS un parti bourgeois nullement hostile à l'exercice d'une dictature plus ouverte contre le peuple.

Et parmi les travailleurs, à la CFDT comme à la CGT, ceux qui sont un obstacle insupportable et que les diri-

geants cherchent à éliminer, ce sont les travailleurs les plus conscients appelés pour la circonstance gauchistes : les marxistes-léninistes et tous les travailleurs révolutionnaires, tous ceux qui veulent suivre la voie de la lutte elasse contre classe, de l'unité à la base et dans l'action, la voie révolutionnaire.

Ce sont ceux-là même que les patrons, avec l'appui de leur Etat capitaliste, tentent, dans an tres grand nombre de cas, de licencier ou licencient effectivement.

On en sait quelque chose à la CFDT où les tentatives de liquidations de ce genre se sont multipliées depuis les vacances.

Pour notre part, nous retiendrons de cette position de la CFDT l'hostilité de plus en plus grande qu'elle traduit chez les travailleurs à la voie bourgeoise de l'Union de la gauche et aux formes d'action et méthodes qu'elle implique.

Voilà d'excellentes conditions pour que progressent les idées révolutionnaires et que se renforce dans les masses le parti marxisteleniniste.

Marseille

GREVE CONTRE LES SALAIRES DE MISERE

Grève contre les salaires de misère Cette unsine qui dépend du trust «Unile-lier. hollandais compte 280 salariés dont 80 % de femmes.

Le 26 octobre, un cahier de revendications demandant une augmentation de salaire suivant le coefficient était déposé à la direction (pas de salaires en-dessous de 1 800 F). Le patron refuse en bloc ; les travailleurs de la production avec leur section CGT décident la grève illimitée le 2 novembre.

3 jours après le démarrage, une tiers du personnel de bureau rejoint la grève. Le patron essave alors de divîser le personnel pour vaincu toutes les difficultés ; certaines catégories en augmentant le salaire, et pour d'autres non. Les travailleurs cons- les femmes (enfants, famille, etc...), tenir cients de cette manœuvre du patron riposte les piquets de grêve quelque soit le temps. pour enforcer leur unité : 200 F d'augmentaion uniforme pour tous. C'est sur ce mot détermination. Envoyer des télégrammes de d'ordre unificateur que le grieve se poursuit soutien à la section CGT 93 rue Camille aujourd'hui.

La grève s'organise :

- un piquet de grève important se trouve Au «thé de l'éléphant», les travailleurs tous les jours devant les portes de l'usine. sont en gréve depuis une semaine pour une Des tracts de popularisation sont diffusés augmentation uniforme pour tous de 200 F, dans la rue aux automobilistes en particu-Les camions de livraisons ou vers» (Royco, Détergents, tide... ainsi que d'expéditions ne peuvent pas sortir. La soliles thés Lipton),) dont les capitaux sont darité des autres travailleurs est recherchée en partciulier ceux du même trust, le «Thé lipton».

> Les travailleurs sont décidés à tenir, le trust «Unilevers» doit payer ! Le patron qui se réfugie derrière le plan Barre cèdera, car aujourd'hui : - refuser que des jeunes filles soient payées 1.350 F est une lutte juste ; se battre pour une augmentation uniforme pour tous est juste.

> C'est pourquoi, l'unité aujourd'hui est solide entre les hommes et les femmes, entre les dirférentes catégories du personnel. Depuis une semaine cette lutte unitaire a

division des patrons ; problèmes pour

Le courage des travailleurs montre leur Flammarion.

Correspondant HR

education

Hérouville-Saint-Clair (Calvados)

2è semaine de lutte des travailleurs sociaux en formation

L'école d'éducateurs d'Hérouville-St-Clair (Calvados) est en lutte depuis 2 semaines contre l'attaque des conditions de vie et de travail des travailleurs sociaux en formation; aucun cours n'est plus assuré.

Les travailleurs sociaux en formation (TSF) se sont organisés en comité de lutte, dans lequel toutes les promotions sont représentées, l'assemblée générale étant l'instance de décision. La revendication est le statut de travailleur social en formation.

Cette revendication est posée depuis nombre d'années déjà, mais elle ne peut se réaliser sans la mobilisation de l'ensemble des travailleurs sociaux en formation, c'està dire assistantes sociales, infirmières, animateurs...) et surtout les professionnels. C'est pourquoi les TSF d'Hérouville-St-Clair ont été obligés de poser des revendications immédiates de survie :

avance immédiate de 1 000 F par le

reconduction du fonds national de bourse (AGF1 35) disparu mysterieusement l'ancée dernière

Ils exigent aussi qu'aucune sanction ne soit prise pour fait de grève, aucune récupération. Ceci allant dans le sens du statut.

Les syndicats CGT, CFDT Santé-Sociaux participent et soutiennent la lutte, et participeront à la demande de l'AG aux négociations du 5 novembre avec le CREAL

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Dans quelles conditions le travailleur social suit cette formation?

Non seulement il a eu à passer une sélection d'ordre idéologique avant d'entrer (sur 40 candidats, 6 ou 7 entrent à l'école..., les promotions sont passées de 80 à 33 élèves), mais la sélection se poursuit à l'entrée par l'argent. Depuis l'année dernière, la maigre allocation nationale (1 036 F mensuels) versée par les cotisations d'employeurs, a été remplacée par une bourse universitaire allant de 495 F à 165 F (selon le revenu des parents), 13 camarades ne perçoivent actuellement absolument rien. Pour survivre, en ne vivant qu'uniquement à l'école, il faut un minimum de 500 F par mois (nourriture, chambre, frais de scolarité).

Alors que la quasi-majorité des stagiaires ont travaillé avant d'entrer à l'école, que la formation est obligatoire (de par la convention collective enfance inadaptée), on leur refuse pendant 3 ans des conditions de vie décentes, ainsi que la reconnaissance de leur statut de travailleurs sociaux en formation. Ils n'ont aucun droit élémentaire : pas de salaire, pas de droit à la maladie, maternité, pas de droit syndical, pas de droit de grève.

Pourtant ces stagiaires qui sont dans des établissements pendant la moitié de leur formation sont très souvent utilisés comme des salariés. Même dans le cas où le stagiaire n'intervient pas seul sur un groupe d'enfants, il fait un travail effectif,

Correspondant HR, (A suivre).

Rassemblement et manifestation à Mende contre le barrage de Naussac

A l'appel du Comité de Défense de la Vallée de Naussac et des paysans, soutenus par diverses organisations politiques et syndicales, 600 personnes ont manifesté à Mende le 6 novembre leur opposition au projet de barrage à Naussac.

A la Bourse du travail, le comité de défense a commence par exposer la situation à Naussac, en évoquant le début des travaux sous la protection» des flics, et en répétant la détermination de la population à s'opposer au barrage. Ont aussi pris la parole la Fédération des Associations de Défense de Naus-

sac, les représentants des syndicats agricoles (FDSEA et CDJA) et la CFDT. Puis les manifestants ont défilé dans le centre de la ville, aux cris de non au barrage, gardarem Naussac - les flics hors de Naussac - Somival dehors, et derrière les banderoles vivre et travailler au pays - la terre outil de travail et non de spéculation. Une resolution destinée au Préfet et à la presse locale a été lue à la fin de la manifestation.

Tous les participants ont pu remarquer que le PCF et la CGT étaient une fois de



plus absents de cette manifestation. Lors de la première réunion préparatoire, à l'initiative du comité de défense, ils avaient quitté la salle, prétextant : on ne travaille pas avec les gauchistes. Comme d'habitude, les revisionnistes se sont démasqués et ont montré clairement qu'ils ne soutenaient pas la lutte des paysans. En réalité, le PCF est pour le barrage. Son «soutien» se limite uniquement à mendier des in demnisations plus fortes.

A noter aussi que l'intervention de la FDSEA montrait un soutien du bout des levres, méprisant et défaitiste. Ce n'est pas étonnant quand on sait que M. Debatisse, président de la FDSEA, fait partie de la Somival, et que ce syndicat n'a jamais réellement soutenu les luttes des petits paysans.

Cette journée a permis en Lozere de populariser davantage la lutte des paysans de Naussac et a montre la solidarité des travailleurs du département. Naussac vivra : telle est la volonté exprimée par tous les participants a cette manifestation. Correspondant HR

Ardèche

Manifestation de producteurs de châtaignes

Des producteurs ardéchois de chataignes ont déversé lundi matin de bonne heure devant la sous-préfecture de Largentière et les établissements des grossistes, des quantités importantes de boques de chataignes.

Dans un tract qu'ils ont diffusé, les producteurs de chataignes et de marrons de l'Ardèche ont expliqué que cette action avait été nécessaire par le fait que la chataigne est achetée a un prix dérisoire. La chataigne tout venant n'est en effet payée que 0,65 F le kg. Les producteurs exigent un tarif à la production de 1,40 F le kg ainsi qu'une aide pour la rénovation de la chataigneraie.

informations générales

Rencontre régionale à Rennes-Villejean

«Actions chauffage»

Communiqué de presse

Des représentants de l'amicale de locataires de Vannes-Kerkado, du comité de coordination de Rennes-Villejean (ARV, CSCV-APF, comité Montbarrot) des représentants du comité de quartier de Redon, de la CSCV de Brest, Laval, Nantes, Rennes, au cours du week-end de réflexion consacré aux luttes qu'ils ont menées et mênent encore sur le problème du chauffage urbain, ont tiré les enseignements suivants :

Le problème des charges de chauffage et de l'eau chaude s'est posé depuis quelques années avec une acuité plus grande au point qu'ils représentent une part égale au loyer et qu'actuellement beaucoup ne peuvent plus payer. Il n'est donc pas étonnant que dans l'ouest de la France de nombreux quartiers aient entamé des luttes sur ce problème.

La mise en commun des expériences a révélé que la diversité des responsabilités, soit les OPHLM, soit les mairies dans le cas de contrats de concession ou de sociétés d'économie mixtesn'est qu'apparente. En fait, elle cache le pouvoir réel des sociétés de chauffe : pour la région ouest, c'est principalement la CGE-compagnie générale des eaux- par ses filiales (Sobrec à Rennes-Villejean ou STLN à Laval) et la SCAC par son secteur chaufferie, l'ex-Secouest devenue Cofreth à Brest, Redon ou dans les Côtes du Nord.

Pour ces compagnies, l'abus est la règle. Tous les moyens justifient pour elles le maximum de profit. notamment par des types de contrat concernant la fourniture de chaleur et l'entretien des installations de chauffage. Par exemple, pour un même type de logement chauffé par la Cofreth, le souci de prendre en demandées varient du simple au double (80 a 156 F.) selon qu'elles se situent à Brest ou à Redon. Autres exemples encore ; un organisme technique de contrôle a déclaré que 30 % des pertes ne se justifiaient pas sur le chauffage au gaz dans un quartier de Vannes.

QUAND VOUS **AVEZ LU LE** QUOTIDIEN **NE LE JETEZ PAS!** DONNEZ-LE **OU AFFICHEZ-LE!**

Grace à la couverture officielle des offices HLM et avec la caution de certaines municipalités, Rennes entre autres, la source de profit n'est jamais tarie !

Mieux même : les offices et les municipalités se font complices de ces compagnies pour obliger les locataires à payer leurs charges même indues. Exemples : sommations de payer (feuilles vertes), commandements par huissier (feuilles roses), menaces de saisies. Les offices et les municipalités vont même jusqu'à bafouer la loi en faisant le chantage à l'allocation logement.

Face aux déterminations justifiées des locataires, les offices et les municipalités appliquent les techniques patronales : faire trainer en longueur les conflits pour essayer de démobiliser les

Face à une telle situation des points de convergence se sont dégagés : toute action a été possible parce qu'entreprise par le plus grand nom bre d'habitants : au départ c'est une assemblée générale qui décide des moyens d'actions. Plusieurs quartiers ont choisi comme arme de lutte le blocage des charges. De même, les modes d'action ouvriers ont été repris par les habitants : manifestations diverses. Dans ce contexte, la coordination entre les syndicats ouvriers et les habitants en lutte s'est révélée une nécessité.

Les moyens d'action ont about à des résultats non négligeables : remboursement (Brest, Laval, Rennes), diminution des provisions (Laval, Rennes), révision des contrats (Brest) et dans certains cas engagement des municipalités auprès des habitants en lutte (Laval).

De même que les sociétés de chauffe recoupent plusieurs quartiers ou villes, de même il est apparu nécessaire de relier les luttes des différentes villes par une con frontation dans un premier temps des expériences

Dans les quartiers comme dans les entreprises, une nécessité

La prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes

Comme on le voit, les participants à cette rencontre étaient affiliés à des organisations diverses, certaines locales telles l'ARV (association des résidents de Villejean) qui édite depuis plusieurs années le journal «Vivre à Villejean», ou le comité de Redon, d'autres nationales telle la CSCV (confédération syndicale du cadre de vie) ancienne APF (association populaire des familles).

Il est apparu que ces organisations avaient en commun, pour la plupart, les provisions de chauffage compte non seulement le problème des charges de chauffage mais aussi celui des conditions de vie d'une manière plus générale. Ainsi l'ARV est à l'origine d'un comité de lutte contre le chômage, le comité de Redon a lutté pour obtenir un service de car entre la Zup et la ville, la CSCV mêne de nombreuses actions concernant le «cadre de vie, etc.

> D'autre part et c'est un point fort important, tous les participants, quelle que soit l'organisation à laquelle ils sont affiliés, ont insisté sur la primauté dans les formes d'action d'une mobilisation de masse des locataires dans des comités constitués à la base, même si la constitution d'un dossier technique n'est pas bien en

tendu à négliger.

Cette conception de prise en main de leur lutte par les locataires s'oppose au «travail de délégation» qui consisterait à se substituer aux locataires pour entreprendre des négociations sans rapport de force à l'appui, ou à la conception qui consisterait à privilégier des discussions «au sommet» entre experts.

Nous aurons l'occasion de revenir prochainement, dans notre série d'articles concernant le logement, sur

IL FAUT ETUDIER L'ECONOMIE POLITIQUE

Les «Éditions du Centenaire» ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les «Connaissances de base de l'économie politique». Ce document précieux nous, vient du Parti frère chinois publié l'an passé aux «Éditions du peuple de Shangai». Le tome 1 porte sur les économies pré-capitalistes et surtout sur l'analyse du capitalisme. Dans le but d'inviter nos lecteurs à étudier ce document, nous publions sur plusieurs numéros de larges extraits du chapitre 1, qui définit clairement l'objet de l'économie politique.

Depuis toujours, s'en tenir à la théorie de l'unité dialectique entre rapports de production et forces productives ou propager la théorie réactionnaire des seules forces productives, voilà un aspect important de la lutte prolongée entre le marxisme et le révisionnisme. Lin Piao et autres Chen Pota proclamaient que la tâche la plus importante après le 9e Congrès était le développement des forces productives, C'était rééditer sous une forme nouvelle l'absurdité révisionniste introduite par Liou Chao-chi et Chen Pota dans la résolution du 8e Congrès du parti, résolution qui parle d'une soi-disant «contradiction entre un système socialiste avancé et des forces productives arrierées». Dans notre pays, les rapports de production socialistes sont pour l'essentiel en accord avec les forces productives et ouvrent de vastes perspectives à leur développement. Mais les rapports de production ne sont pas parfaits dans notre pays et les insuffisances entrent en contradiction avec le développement des forces pro-

révolution socialiste nous montre que c'est toujours grâce à la supériorité du système socialiste que le développement des forces productives se met en mouvement. C'est toujours en transformant la partie des rapports de production qui ne sont pas adaptés au développement des forces productives qu'on peut faire avancer ces dernières. Où se place donc cette contradiction entre un système socialiste avancé et des forces productives arriérées ? Liou Chao-chi, Lin Piao et autres escrocs du même genre propageaient ces absurdités dans un but criminel : tenter en vain, en se servant de l'arme de la théorie des seules forces productives, d'arrête: la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat, de contrer la ligne fondamentale du Parti définie par le président Mao pour toute la période historique du socialisme. Mais tout ca n'est que rêve chimérique.

ductives. La pratique de la

Les rapports de production doivent nécessairement être adaptés au développe-

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE EDITIONS DU PEUPLE SHANGHAI DECEMBRE 1975 22 francs eance do bean in l'écommés publique mon **ETUDIONS** L'ECONOMIE POLITIQUE E 100

Dans l'article d'aujourd'hui est dénoncée la théorie des forces productives. Le texte aborde ensuite la question de la transformation des rapports de production.

> ment des forces productives. Le développement des forces productives exige de briser les vieux rapports de production qui ne correspondent pas à ces forces productives et de les remplacer par de nouveaux rapports de production qui soient conformes à leur développement. Mais la disparition des vieux rapports de production et la naissance de nou veaux rapports de production ne peuvent se faire sans heurt ni accident. Le changement des vieux rapports de production, la naissance et l'épanouissement de nouveaux rapports de production ne peuvent se faire que dans la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi, si l'on veut comprendre comment les vieux rapports de production ont été transformés, comment les nouveaux rapports de production ont été établis et se sont perfectionnés, il est insuffisant d'expliquer cela par les seules contradictions entre rapports de production et forces productives. Il faut aussi examiner les rapports entre la superstructure et la base économique.

Une rencontre organisée sur tous les plans

La rencontre s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse au centre social de Villejean qui arborait pour la circonstance des banderoles appelant à la lutte contre les augmentations des charges de chauffage. Les militants de Villejean avaient préparé avec soin l'acceuil des délégations et des vis teurs; dans le hall d'entrée différents tracts, affiches, brochures, étaient exposés tandis qu'un poste de télévision diffusait des documents audio-visuels retraçant différentes luttes.

Les questions matérielles n'avaient pas été négligées non plus, loin de là. Jugez-en!

Samedi une soirée cuiturelle a rassemblé plus de soixante personnes qui ont assisté à la projection de deux films en vidéo : «Ça va chauffer dans la ZUP» tourné à Brest et le film de Rennes-Villejean où la salle reprenait en coeur av c les acteurs le refrain « loquons, bloquons les factures; Sobrec on va te faire la vie dure l». Le débat qui a suivi a montré comment

les pièces de théatre ainsi filmées ont pu jouer un rôle non négligeable dans la mobilisation des locataires. vie dure !»

Tous les participants ont été hébergés dans des familles de Villejean, un buffet campagnard a été servi sur la place le samedi soir, le repas de midi a pu être pris pour dix francs dans un foyer. Par ailleurs un mini-bar et un stand de pâtisseries et de gâteaux bretons ont fonctionné tout au long de la rencontre:





culturel

Sports

championnat de France de basket

AUTOUR DU MATCH Berk-Caen

Samedi après-midi, nous avons assisté sur Antenne 2 à la retransmission du match de basket Berck-Caen pour le compte du championnat de France de première division. A Berck, la bourgeoisie n'a pas manqué d'utiliser le basket pour essayer de démobiliser les travailleurs et surtout les jeunes. Le président de la Fédération francaise de basket-ball n'écrivait-il pas au maire de Berck et cela étant publié dans les journaux locaux : «... A l'époque où se manifeste dans la jeunessse une tendance à se promener dans les rues avec des pancartes quelquefois désobligeantes même pour une municipalife, il vaut mieux à cette jeunesse, ouvrir les portes des salles de sport et des stades qui lui permettront de se défouler et de s'améliorer d'une manière amusante et rationnelle. De même, les spectateurs, si mal durant la semaine, enserrés qu'ils sont dans les carcans étroits de la vie moderne, trouveront dans l'ambiance volcanique d'une belle salle l'exutoire indispensable à leur équilibre...»

Le président De Bie et un membre du CA du Berck-basket-club se trouvent être respectivement, patrons de la SOPADE (usine des Dunes) filiale de la Société Marchal et directeur de la Fondation franco-américaine (un des plus grands hôpitaux de Berck). Dans l'usine des Dunes, les salaires n'excèdent pas 1 600 F par mois, alors que les salaires des prétendus joueurs amateurs (dont deux Américains professionnels) oscillent de

2 000 à 6 000 F mais sans compter les primes de match et avantages matériels.

Le basket est une affaire rentable qui leur permet de ramasser d'énormes profits par les recettes des matchs, par la vente d'éléments de la panoplie du parfait petit supporter berckois : tee-shirt, écharpe, casquette, plaquette, journal de liaison, autocolfant, écussion et insigne, trompette, édition d'un livre sur le basket, tombola dont le lot unique est le ballon du match.

La municipalité, bien sûr, finance l'équipe de basket prétextant que, grâce aux émissions de télévision et à la gloire qu'elle en tire, elle bénéficie d'une large publicité aux moindres frais ; alors que les impôts locaux ont augmenté de 30 % par rapport à l'année dernière et qu'un chômeur s'est vu infliger une facture de 360 F et qu'il y a un millier de chômeurs.

L'esprit chauvin est poussé à l'extrême, tel ce tract : «... Public berckois, ce soir, exceptionnellement, tu dois être inconditionnel et tes vivats, tes applaudissements ininterrompus doivent porter littéralement ton équippe...» et il arrive que des bandes de supporters vont tambouriner sur des casseroles à 2 heures du mation sous les fenêtres de l'hôtel qui abrite l'équipe adverse.

Pussine des Dunes, les salaires n'excèdent pas 1 600 F par mois, alors que les salaires des prétendus joueurs amateurs (dont deux Américains professionnels) oscillent de la salle ; de même, les

Cinema

«LE GRAND SOIR»

de Francis Reusser

L'action du film se déroule à Lausanne en Suisse.

Un groupe «léniniste» milite dans cette ville. A côté de cela, il y a Léon, un type marginal, aux idées «anars», qui travaille comme gardien d'immeubles. Le groupe de militants, qui est en train de tenir une réunion dans une cave d'immeubles, fait connaissance

avec Léon alors qu'il effectue sa toumée d'inspection.
Léon tombe amoureux de Léa une des militantes. Leurs conceptions s'affrontent, mais cette incompréhension apparente se transformera en désir fou d'aimer. Donc, Léon, par le biais de Léa, s'approche du groupe. Mais tout va «tomber à l'eau». Après avoir assisté à une

mal de sensations. Elle sépare tout, la pratique et la théorie, l'amour (lequel?) et le militantisme : tout est antagonique. «Léon agit et Léa n'a que le discours».

Tout est grotesque, caricatural. A cent lieues des occupations des travailleurs. D'ailleurs, on ne les voit absolument pas dans ce film, les militants en parlent et se Reusser insiste aussi sur la réalisation du film, se référant à l'archi-réactionnaire «Nouvelle vague française» (Godard-Truffaut-Chabrol), il y ajoute le «surréalisme du nouveau cinéma suisse».

Aussi incapable d'analyser la situation politique en Suisse, incapable de comprendre le peuple, incapable de montrer la lutte des classes. Reusser décide de tout balayer et d'introduire ses «héros dans une autre situation. Lea et Léon se retrouvent dans un ailleurs qui aurait été pour eux un point de départ de quelque chose d'autre», et un peu plus loin, «là où ils étaient, il était évident que la répression policière n'avait plus prise et qu'ils étaient en train de gagner»!

Dans ce film, rien ne nous est dit sur la répression envers la classe ouvrière suisse, si ce n'est au début du film où l'on voit Léa se faire tabasser par la maîtrise alors qu'elle est en train de faire une distribution de tracts devant l'usine.

«Le Grand Soir» c'est le mépris de la classe ouvrière, des militants ouvriers révolutionnaires et de tous les progressistes.

Reusser veut bien parler de Lénine, mais pas de la Révolution d'octobre. Non, Reusser aime mieux parler de la vie amoureuse de Lénine lors de son exil en Suisse

"Le Grand Soir" est un film réactionnaire qui se contente de montrer des futilités en cachant le principal derrière la caméra.

A côté de nous dans la salle, il y avait un petitbourgeois qui arborait une «jolie croix de Lorraine» et qui, d'un bout à l'autre du film, n'a fait que se marrer ... Un hasard ?



légende : Une vision typiquement petite-bourgebise de ceux qui se consacrent au peuple et à la révolution

spectateurs (moins nombreux que d'habitude vu le prix des places : 20 F pour les gradins), ont systématiquement conspués les joueurs caennais chaque fois qu'ils avaient le ballon, cela contrastait terriblement avec l'ambiance sympathique décontractée du match auquel j'ai assisté cet été à Canton au parc de la Culture du peuple.

Voilà à l'échelon d'une petite ville de province, comment est conçu le sport en système capitaliste.

Un lecteur.

projection diapo sur la nécessité de la violence armée, Léon va cambrioler aussi sec une armurerie, et vient déposer, chez les militants, les armes qu'il vient de voler. Le groupe «léniniste» décide de l'exclure sur le

cide de l'exclure sur le champ, le traitant de provocateur. Léon s'en va et se laisse volontairement arrêter par la police. Il laisse un dernier message à Léa : «je t'aime passionnement».

Derrière tout ce fatras d'idées, plusieurs thémes sont abordés :

1 : l'inutilité de l'action ré volutionnaire ;

2 : les révolutionnaires seront toujours coupés des masses ;

3 : l'amour, (Léa et Léon), moteur de la réalité sociale. Mais voyons cela de plus

près.

Pour comprendre le film de Reusser, il nous faut connaitre ses intentions : «La cible du film n'était pas les militants, ... mais le «discours» des militants.(...)Eux ne veulent pas le changer parce qu'il faudrait changer tout ce qui va avec.» Un peu plus loin aussi : «On manie les concepts, mais on est incapable de savoir vivre avec une fille. (...) Nous nous sommes aperçus que cette fuite en avant dans la lutte politique nous évitait de travailles là où nous devons travailler.»

Tout cela est typique de la conception petite-bourgeoise des intellectuels en

gargarisent de phrases telles que «Le pouvoir est au bout du fusil», ou bien «la bourgeoisie ne s'en ira qu'à coups de fusil et pas autrement», ou encore «on a raison de se révolter» qui, dans la manière et la situation où elles sont employées deviennent ridicules et vraiment comiques. Et ça n'est pas un hasard. Les pseudo révolutionnaires dans ce film nous sont montrés avec cruauté, dans le sens où ils apparaissent comme inoffensifs, naifs, sectaires et dogmatiques.

Une des facons dont les bourgeois représentent les révolutionnaires.



Mardi 16 novembre à 20H30 FILMS COREENS

LES LAMINEURS

(long métrage)

LA COREE EST UNE

(court métrage)

Cinéma St Lambert
6 rue Peclet Paris 15è
Métro Vaugirard entrée 6F

l'Humanité Rouge

Bretagne: Rencontre régionale à Rennes-Villejean

Développement des luttes contre les augmentations des charges de chauffage

Cette rencontre, la première du genre dans la région, a rassemblé à Rennes des membres de comités venus des divers points de Bretagne : Brest, Nantes, Vannes, Redon, Laval, Rennes-Villejean. Elle a ainsi amplement témoigné de l'extension que prenaient les luttes contre l'augmentation des charges de chauffage.

Plusieurs heures ont été consacrées samedi après-midi à un «tour de table» des luttes particulièrement riche et fructueux en échanges d'expériences. Chaque comité racontait l'action qu'il menait et répondait ensuite aux questions des autres participants, ce qui a permis à plusieurs reprises de préciser et même d'approfondir tel ou tel aspect d'une lutte, de la tactique utilisée, des ennemis qu'elle affrontait, des difficultés à surmonter. Nous allons retracer ici les grands traits de ces luttes.

Brest

Les délégués de Brest ont rappelé la lutte victorieuse du Comité de défense de Brest-Kerhallet qui a servi d'exemple à toute la région. Ils ont raconté comment ils avaient été amenés à envisager un refus collectif de paiement des charges de chauffage en ayant comme conception une mobilisation de masse des locataires et non le «travail de délégation» que pratique trop souvent la CNL (ce comité a d'ailleurs quitté la CNL parce qu'il n'était pas d'accord avec ses mots d'ordre). Après de nombreuses difficultés liées notamment à une démobilisation des locataires, ils ont pu redonner à la lutte un caractère massif en utilisant notamment pour cela, ils y insistent, une pièce de théâtre au titre évocateur et bien de circonstance «Ca va chauffer dans la Zup». A certains moments, le comité a compté jusqu'à 450 adhérents et regroupé 300 locataires en assemblée générale. Cette bataille a été victorieuse puisqu'ils ont obtenu la révision du contrat entre l'office HLM et la société de chauffe, la Secouest, avec à la clé 25 % de baisse effective. Cette baisse ayant un effet rêtro-actif à partir de 1974, les locataires se sont vu rembourser 14-15 millions de trop perçu sur les années passées.

Il s'agit d'une victoire d'ampleur puisqu'elle a concerné une ZUP de 11 000 logements et que ses acquis se sont répercutés sur les HLM construits par la suite.

A Brest également l'action s'engage dans la ZAC «Cavale blanche», pourtant présentée comme un paradis sans problèmes avec des îlôts en «pétales de flèurs», pleins d'arbres, etc...

Les locataires se sont déjà aperçus en demandant à GDF les tarifs de chauffe que cette société, pourtant nationalisée, «service public» selon l'expression consacrée, utilisait des combines plutôt douteuses. Officiellement, les tarifs sont en extinction et ce sont de nouveaux tarifs qui sont appliqués. Mais c'est tout simplement un moyen pour GDF qui veut conserver sa respectabilité d'augmenter les prix du chauffage de 400 F, sans parler de hausse.

Nantes

A Nantes-Saint Erblain, le comité de défense de la ZUP a constaté que les sociétés de chauffe ont réalisé sur 6 000 logements 100 millions d'anciens francs de bénéfices et ceci déjà en 1973. L'action a obligé cette société à consentir «un avenant au contrat», ce qui s'est traduit très concrétement par une réduction de 8 % des charges. Les locataires paient actuellement de 80 à 100 F. par mois de chauffage sur 12 mois pour un F3 selon que le contrat est au forfait ou à la thermie. (*)

Vannes

A Vannes-Kerkado, la comité, rattaché malgré certaines divergences de vues à la CNL, a engagé depuis plusieurs années l'action contre les augmentations de charges de chauffage. Pendant un temps, le président de l'office HLM a refusé l'accès aux documents ayant trait au contrat passé avec la société de chauffe. Lorsqu'il a été remplacé par un autre, plus souple, les locataires se sont aperçus que l'essentiel des documents se trouvait de toute façon à la Siteco dont dépend cette société et dont la direction régionale est à Tours. De toute façon, des contrôles ont montré qu'une partie importante des tarifs était injustifiée, et les locataires ont été dédommagés au moins en partie. L'une des difficultés rencontrées dans ce quartier qui compte 1 120 logements HLM et plus de 5 000 habitants a résidé dans une rotation assez im portante des familles dont 10 % quittent le quartier chaque année

REDON

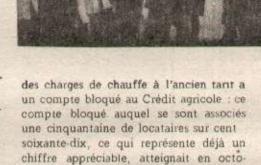
A Redon le comité créé en 1975 avait déjà rédigé après enquête auprès des locataires un cahier de revendications concernant notamment les problèmes locatifs:

 Révision des installations vétustes, installation de radiateurs dans les cuisines, isolation des sous-sols et des derniers étages, suppression des inflitrations d'eau.

En décembre 1975 la Secouest, encore elle, avec qui l'OPHLM avait passé un contrat au forfait pour un chauffage au gaz propane a voulu augmenter ses tarifs... de 70 %, ce qui les aurait porté de 81,60 F à 131,60 F pour un F3 et de 110 à 188 F pour un F4 ce qui représente des charges exhorbitantes.

D'ailleurs au mois de juin elle voulait procéder à un rappel très important sous prétexte qu'elle n'avait pas fait payer jusque là les dépenses de gaz domestique. Cette société n'est donc pas à une escroquerie près!

Les locataires réunis en assemblée générales ont refusé de payer l'augmentation et ont décidé de verser le montant



bre plus de 7 millions d'anciens francs.

Les locataires se sont heurtés non seulement à la Secouest mais aussi à l'office
HLM. Celui-ci n'a accepté de donner
une photocopie du contrat de chauffe
qu'après une pétition de 148 locataires
sur 170. Il a refusé de faire pression sur
GDF pour procurer aux locataires les
chiffres de consommation réelle. Il a envoyé aux locataires, tout à fait illégalement puisqu'ils payaient leur loyer, des
feuilles vertes et roses qu'ils ont immédiatement décidé de retourner collectivement. La lutte continue.

Laval

Dans une ZUP de 2 500 logements HLM privés et publics alimentés pardeux chaufferies des locataires avaient dējā constaté en 1971 que le prix du chauffage était plus important que dans les pavillons. En 1973-1974 ils ont, à l'occasion d'une augmentation de 73 % de l'eau chaude, mobilisé sur ce problème en créant un comité sur 1 200 logements Ils ont demandé, grace à une aide de la l'occasion d'une augmentation de 73 % de l'eau chaude, mobilisé sur ce problème en créant un comité sur 1 200 logements. Ils ont demandé, grâce à une aide de la mairie d'où les préoccupations électorales n'étaient sans doute pas absentes, une expertise de chauffage qui a montré que le coefficient de déperdition était largement surévalué par la société de chauffe, l'estimation des surfaces chauffées fausse, etc. Ils ont ainsi obtenu une baisse de 30 % des tarifs qui va se répercuter sur des milliers d'autres locatai-

Rennes

A Rennes-Villejean enfin, ZUP constituée pour moitié de HLM divers, la société de chauffe, la Sobrecc, utilise le fuel mais aussi depuis 1968 et pour 30 % la chaleur fournie par une usine d'incinération et dont le prix de vente est... indexé sur celui du fuel, sans aucune autre raison bien sur que le profit.

L'action entreprise depuis plus de 2 ans par les locataires, organisés en un comité de coordination qui regroupe les délégués d'une trentaine d'îlots, a permis d'obtenir en mars 1974 7% de rabais sur le tarif de chauffage et 20 % sur l'eau chaude avec un effet rétroactif qui a donné lieu à des remboursements de 300 à 500 F. Depuis plus d'un an les locataires en lutte sont passés au blocage total des charges de chauffage et d'eau chaude. Le compte bloqué atteint déjà plus de vingt millions.

D'autre part les sommes bloquées par différentes copropriétés représentent au moins trente millions. C'est donc en tout plus de 50 millions d'anciens francs qui ne sont pas payés à la Sobrec. Les revendications fondamentales des locataires et du comité de coordination sont révision des bases de calcul du prix du chauffage et de l'eau chaude ; remboursement du trop payé sur les charges dupuis l'occupation des immeubles.

BILAN TIRE DE LA RENCONTRE

Dimanche matin les participants ont travaillé dans diverses commissions qui ont débattu des thémes suivants : quels sont les ennemis contre lesquels on se bat, formes d'action et de mobilisation, formes d'organisation, luttes sur les charges et autres luttes des travailleurs, problèmes juridiques.

L'après midi les différentes commissions ont présenté en réunion générale leurs conclusions et aussi les nombreuses questions soulevées. Le débat riche d'enseignements qui a suivi a été jugé très fructueux par tout le monde ainsi que ce type de rencontre. Nous publions d'ailleurs intégralement en page 6 le communiqué envoyé à la presse par les participants.

(*) : Thermie : unité de quantité de chaleur,